

22.09.2020 - 14:04 Uhr

Le Parlement a adopté la stratégie de coopération internationale 2021-2024 / Coopération au développement : un financement insuffisant



Luzern (ots) -

Le Parlement a adopté lundi soir la Stratégie de coopération internationale (CI) pour les années 2021 - 2024. Caritas salue l'orientation générale et les priorités thématiques de la future aide au développement. Mais elle ne comprend pas que ni le Conseil fédéral ni le Parlement ne soient prêts à y consacrer davantage de moyens financiers. Ce serait particulièrement urgent maintenant que les pays du Sud sont touchés de plein fouet par la crise du coronavirus. La pandémie entraîne en effet dans les pays les plus pauvres un recul de plusieurs années dans la lutte contre la pauvreté et la faim.

Alors que le Conseil fédéral et le Parlement ont rapidement mis sur pied un important train de mesures d'aide aux victimes du coronavirus en Suisse, l'aide internationale a été en grande partie oubliée. Il est trop tôt pour évaluer la véritable ampleur de la crise du Covid-19 et ses diverses répercussions négatives dans les pays du Sud. Mais une chose est d'ores et déjà certaine : la pandémie et l'effondrement économique mondial qui en découle réduisent à néant des décennies de progrès dans la lutte contre la pauvreté et la faim. Déjà sans le Covid-19, on observe à nouveau depuis 2014 une augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim. Au début de la session d'automne, Caritas Suisse a donc demandé un train de mesures supplémentaires pour les actions d'aide d'urgence sur le plan international.

Donner plus d'importance à la stabilité et au développement durable dans le Sud

Le Parlement fédéral a maintenant adopté l'orientation stratégique de la coopération internationale pour 2021-2024. Face aux immenses défis dans les pays du Sud, le crédit-cadre de 11,25 milliards sur quatre ans est largement insuffisant et ne saurait constituer une contribution significative à la réalisation des objectifs de l'ONU en matière de durabilité. Caritas réclame depuis longtemps que la Suisse y consacre au moins 1 % de son produit intérieur brut, au lieu des 0,41 % actuels.

La crise du coronavirus doit donner l'impulsion à une action déterminée et à des mesures fortes : l'objectif n'est pas seulement de surmonter les conséquences économiques et sociales immédiates de la crise, mais aussi de s'engager davantage en faveur d'un développement mondial équitable, humain et respectueux de l'environnement. Caritas constate que le Parlement rate l'occasion d'investir de manière adéquate dans les mesures d'urgence susceptibles d'assurer la survie face au Covid 19 et dans un renforcement durable des pays du Sud. Elle demande impérativement au Conseil fédéral et au Parlement d'augmenter sensiblement le budget de la CI lors des débats budgétaires des prochaines années.

Compléments d'information:

Patrik Berlinger, Service Politique du développement, Caritas Suisse, tél. 041 419 23 95, courriel : pberlinger@caritas.ch



Malgré l'impact de la pandémie du coronavirus, le Parlement n'augmente pas son aide aux pays pauvres. / Texte complémentaire par ots et sur www.presseportal.ch/fr/nr/100000088 / L'utilisation de cette image est pour des buts rédactionnels gratuite. Publication sous indication de source: "obs/Caritas Suisse/Alexandra Wey/Caritas Suisse"

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000088/100855862> abgerufen werden.